

Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Voeu pour le maintien de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La réforme territoriale issue de la loi du 16 janvier 2015 instituant 13 grandes régions au lieu des 22 initiales va générer une réorganisation de l'administration régionale de l'Etat.

La localisation des chefs de services régionaux et de leurs états-majors auprès du Préfet de région constitue, à ce stade, l'hypothèse retenue par les décideurs nationaux.

Montpellier Méditerranée Métropole réitère son souhait d'une répartition cohérente et équitable des administrations de la grande région Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon entre les métropoles de Toulouse et de Montpellier.

A ce titre, le maintien à Montpellier de l'implantation de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) revêt une importance particulière. Or le Directeur Général de l'INSEE s'est exprimé récemment pour préconiser une seule direction régionale de l'INSEE et une concentration des fonctions d'Action Régionale et de pilotage auprès du futur directeur régional d'ici 2018.

L'INSEE LR regroupe encore aujourd'hui environ 120 agents à Montpellier dont un pôle d'études constitué d'une trentaine d'experts et de chargés d'études avec qui la Métropole de Montpellier est liée dans le cadre de partenariats d'études réguliers. Depuis 2007, une centaine d'études ont été réalisées, en partenariat, par la Direction régionale de l'INSEE en Languedoc-Roussillon, dont la moitié avec des collectivités locales ou établissements publics de coopération intercommunale du Languedoc-Roussillon.

A cet égard, la disparition de ce service de proximité auprès des acteurs publics locaux et des médias est tout à fait préjudiciable et les risques encourus par une délocalisation complète notamment du service d'Etudes et de Diffusion à Toulouse inquiètent les acteurs publics du pôle métropolitain.

Compte tenu de l'attractivité du territoire marquée par une forte croissance démographique (+1,03% par an entre 2006 et 2011 soit le double des métropoles comparables) et de ces conséquences en terme de logement, d'emploi et de services, la Métropole de Montpellier souhaite conforter les outils locaux d'observation et de prospective mis en place avec le concours de l'INSEE LR.

La spécificité de notre économie présente nécessite un suivi adapté à la situation locale que l'INSEE Languedoc-Roussillon a su acquérir au cours du temps et qui doit être préservé.

Le maintien de l'Institut à Montpellier doit garantir cette offre de service qui accompagne la conduite des politiques publiques locales notamment en matière d'économie, de social et d'habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du siège régional de l'INSEE LR sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- alerter le Gouvernement sur l'obligation d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 24 juillet 2015